

2015/07

LE RACISME EN 2015
LE RACISME EN 2015
De Durban à Charleston
en passant par New-Delhi :
un phénomène mondial

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Questions sociales



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
ÉCONOMIE

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Lors des trois premières analyses consacrées au racisme en 2015, nous avons essentiellement traité des origines et des différentes formes que prend ce mal dans notre pays et en Europe. Le racisme est pourtant bel et bien présent aux quatre coins du monde sous différentes formes. Il peut prendre la forme de la croyance en la supériorité d'une population, ou d'une ethnie, sur une autre ou celle du rejet de l'immigration. Nous vous proposons un petit tour d'événements récents, dans différentes parties du globe, démontrant que peu de peuples échappent à ce phénomène.

ÉMEUTES ANTI-MIGRANTS EN AFRIQUE DU SUD

Au tout début du mois d'avril dernier, des violences xénophobes, débutées à Durban avant de s'étendre à Johannesburg, ont duré près de trois semaines faisant entre 6 et 15 morts (1) et des milliers de déplacés. Elles ont pris place, principalement, dans des quartiers pauvres et visaient des émigrés africains. Ce n'est pas la première fois en 2015 que ce pays était le théâtre de telles émeutes : en janvier déjà, dans le township de Soweto, des pillages de boutiques tenues par des étrangers et des violences avaient provoqué au moins six morts. L'origine de cette éruption ? La mort d'un adolescent sud-africain, tué par un marchand somalien lors d'une tentative de hold-up (2). Quelques années plus tôt, en 2008, soixante-deux personnes avaient trouvé la mort dans les mêmes circonstances. Et chaque année depuis cette période, plus d'une centaine d'étrangers sont tués dans des circonstances similaires (3).

On est donc bien loin de l'image idyllique de « Nation arc-en-ciel » entretenue après la fin de l'apartheid. La violence fort présente à cette époque dans la société sud-africaine subsiste mais a changé de nature. Ce

sont désormais les immigrés venant d'autres pays africains qui en sont la cible. Le premier accusé des violences du printemps dernier a été Goodwill Zwelithini kaBhekuzulu, le « roi des Zoulous », un chef coutumier à l'autorité morale incontestable. Fin mars, il avait tenu un discours appelant les étrangers « à *prendre leur sac et s'en aller* », leur reprochant d'être à l'origine du haut taux de criminalité rongé le pays (4). Des propos relayés par l'ensemble de la presse sud-africaine. Ce n'est pas la première fois qu'il abordait ce thème : la Commission sud-africaine des droits de l'homme avait déjà ouvert une enquête pour des propos appelant à la déportation, vers leur pays d'origine, d'immigrés résidants en Afrique du sud (4). Plus d'un cinquième de la population du pays étant Zoulous, ses propos ont indubitablement eu un rôle dans les événements meurtriers. Mais les paroles de Goodwill Zwelithini ne doivent pas pour autant dédouaner la classe politique sud-africaine et le gouvernement en particulier.

Comment expliquer que la première intervention publique du gouvernement pour condamner cette violence n'intervienne que plus de deux semaines après le début des incidents ? Une intervention d'ailleurs critiquée. Dans un éditorial publié dans un quotidien influent, le Pr. Landau, spécialiste des questions migratoires à l'université du Witwatersrand (Johannesburg) notait que « *la condamnation du gouvernement semblait davantage viser à apaiser le sentiment de culpabilité de la classe moyenne et les tensions diplomatiques, qu'à véritablement combattre la xénophobie et la violence qu'elle engendre* » (5). C'est qu'en termes de diabolisation des étrangers, la classe politique sud-africaine porte une lourde responsabilité. Entre autres amabilités, on a pu, par exemple, entendre dans les semaines précédant la flambée xénophobe le secrétaire général de l'ANC (le parti au pouvoir) émettre l'idée de regrouper les étrangers dans des camps pour les recenser (3). La ministre de l'Eau avait pour sa part estimé que le nombre important de petits commerces tenus par des étrangers conduisait le pays au désastre tandis que sa collègue en charge des petites entreprises déclarait que « *les étrangers doivent comprendre qu'ils sont ici grâce à notre bonne volonté* » et que « *notre priorité, c'est d'abord et avant tout notre peuple* » (6). Durant les campagnes électorales, établir le lien entre immigration et insécurité est un classique tandis que les délais d'attente d'une réponse à une demande d'asile politique (parfois plus de dix ans) ne sont jamais abordés. Alors que sans cette réponse, le demandeur ne peut ni travailler, ni envoyer ses enfants à l'école, ni recevoir des soins.

En fait, l'Afrique du Sud ne s'est jamais penchée sérieusement sur la question des flux migratoires. Une aberration tant le pays est devenu un aimant continental pour les nombreux Africains fuyant la guerre et la misère dans leurs propres pays. Le nombre d'étrangers installés dans le pays est ainsi estimé entre deux et cinq millions (dont 500.000 à un million de sans-

papiers). Soit entre 3,5% et 9,5% de la population (6). Du coup, ils font figure de bouc émissaire pour une partie croissante de la population touchée par la pauvreté. Dans l'Afrique du sud post-apartheid, le fossé entre riches et pauvres reste béant et la crise actuelle n'a fait qu'aggraver la situation. Pour huit millions de sud-africains, la réalité quotidienne est l'absence de travail : 5,5 millions de chômeurs (+9,2% par rapport à début 2014) et 2,4 millions de personnes qui ont renoncé à chercher un travail. Parmi les 15-24 ans (l'école n'est obligatoire de 7 à 15 ans), le chômage touche une personne sur deux (50,3%) (7). Et les perspectives de croissance économique à court terme sont faibles, plombées par le manque d'électricité et les problèmes de sécheresse rencontrés cette année. Plutôt que de constater l'échec de leur politique économique, les dirigeants ont donc beau jeu de laisser proliférer le mythe des étrangers « voleurs d'emploi ». Même si la réalité est tout autre : selon le Centre africain des migrations de l'université de Witwatersrand, seuls 4% des travailleurs sont des étrangers et une partie d'entre eux, notamment les Somaliens et les Éthiopiens, ont créé leur propre activité en ouvrant un commerce (8). Installés dans les townships, ils sont mal vus par les locaux, qui les considèrent comme des concurrents illégaux, et sont en première ligne lors des attaques xénophobes.

LE PROBLÈME INDIEN

Ce racisme envers les migrants est répandu sur toute la planète, nourri par une évolution du monde vers une globalisation de plus en plus poussée. À la concurrence économique que cette installation de nouvelles populations exacerbe vient, souvent, s'ajouter la découverte, et le rejet, de la différence de la part de peuples qui jusque là n'avaient été que peu confrontés à l'altérité. Un exemple inquiétant en est fourni par l'Inde. Dans ce pays déjà peu enclin à la mixité sociale, conséquence du système des castes, l'arrivée de dizaines de milliers d'Africains a engendré une multiplication des actes hostiles. Depuis une dizaine d'années, l'Inde, tout comme la Chine, a choisi d'approfondir ses relations économiques avec les pays africains. Des accords ont également été scellés concernant l'octroi de bourses d'études dans les universités indiennes pour les étudiants africains. La société indienne a donc vécu l'installation progressive de travailleurs et étudiants africains. Ainsi, sur les 50.000 étudiants étrangers inscrits officiellement dans les universités et les grandes écoles indiennes, beaucoup sont originaires d'Afrique noire (9).

Parallèlement, des préjugés sur cette nouvelle population se sont répandus dans la société indienne : les femmes africaines seraient « faciles », les hommes seraient à l'origine d'une augmentation de la criminalité et des

trafics de drogue,... Un racisme plus profond serait également à l'œuvre. Selon Avatthi Ramaiah, professeur de sociologie à l'Institut Tata des sciences sociales : « *La couleur de la peau est un facteur prédominant dans la psyché indienne. Les gens à la peau claire sont plus prisés que ceux à la peau foncée. Être pâle veut dire être intelligent, puissant et bon, selon notre construction sociale.* » (10) La période coloniale britannique et le système des castes (les gens de castes supérieures sont généralement plus pâles) ont grandement contribué à cette obsession de la blancheur. Les Africains ne sont d'ailleurs pas les seules victimes de cette croyance. Dans un pays qui a la taille d'un sous-continent, les populations aux caractéristiques physiques trop conformes aux stéréotypes asiatiques (yeux bridés, peau plus foncée,...) sont également victimes de violences. Au point qu'un sondage, mené en juin 2013, dans 80 pays classait l'Inde au deuxième rang des pays les plus racistes, derrière la Jordanie (11).

Une autre illustration asiatique de ce racisme au sens original du terme nous a été fournie lors de l'élection de Miss Japon en mars 2015. Le sacre d'Ariana Miyamoto, métisse de père afro-américain, a fait scandale auprès de ceux la considérant comme « pas assez Japonaise ». Au Japon, l'idée de « race pure » est encore très ancrée dans la population. Cela s'explique par l'extrême homogénéité d'un pays parmi les moins diversifiés ethniquement de la planète, 98% de la population du pays est, en effet, japonaise (11). Mais l'histoire explique également cette mentalité : en 1663, les dirigeants de l'archipel nippon décidaient de le couper des relations avec le reste du monde. Pendant près de deux siècles, peu de Japonais ont quitté le territoire du pays et le contact avec les étrangers s'est fortement raréfié. De 1868 à la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'idéologie d'État profondément raciste d'un Japon impérialiste n'a évidemment pas arrangé les choses.

« NATIVES » ET MÉTIS

Sur d'autres parties du globe, comme le continent américain, la situation est inversée. Le plus souvent, ce sont les peuplades les plus anciennes, ceux que l'on appelle les Indiens (les « natives » en anglais) qui sont le plus marginalisées socio-économiquement et le plus discriminées. C'est l'héritage d'une colonisation qui ne les a jamais considérés comme citoyens à part entière mais bien comme des populations arriérées. Ainsi, par exemple, au Pérou, « *sous la monarchie espagnole, l'élite espagnole / créole tenait à affirmer sa supériorité ; elle a pour ce faire mis en place un système de castes, au*

sein duquel nul n'était censé ignorer sa place. » (12) Des usages qui se sont perpétués une fois l'indépendance acquise. Aux « Blancs » donc le pouvoir, les autres se contentant des miettes. Dans une précédente publication consacrée à l'Argentine¹, nous avons également noté que la politique de peuplement, encourageant l'immigration venant d'Europe (durant la seconde moitié du XIX^e siècle), avait fait naître la perception d'un pays appartenant au monde occidental, et dont l'élite devait forcément être « blanche ». Nous notions également que le développement économique de l'Argentine y avait attiré, à partir des années 60, une immigration sud-américaine. Et le cortège de discriminations, de racisme, et d'instrumentalisation de celui-ci par le pouvoir, malheureusement habituel dans ce cas de figure.

Le sort des populations autochtones et migrantes est partagé par les métis, d'origines (parfois lointaines) africaines. Majoritaires au Brésil, elles font pourtant encore l'objet d'un racisme institutionnalisé. Deux tiers des pauvres y sont noirs ou métis. Et, sur le plan politique, un député sur dix à peine n'est pas Blanc. *« Au niveau culturel, le tableau n'est pas franchement mieux. C'est le cas des telenovelas, ces séries télévisées très populaires au Brésil, où les noirs jouent souvent des rôles secondaires. Dans l'esprit de nombreux Brésiliens, un noir riche ne peut être qu'un footballeur. »* (13)

Mais lorsque l'on évoque un racisme « négrophobe », c'est évidemment aux États-Unis que l'on pense en premier. Le 4 novembre 2008, lors de la première élection de Barack Obama, de nombreux militants ou sympathisants des mouvements pour les droits civiques combattant depuis des dizaines d'années la ségrégation raciale ont salué ce qui semblait encore impossible peu de temps auparavant : l'accession au poste de Président des États-Unis d'un homme de couleur noire. Ces deux dernières années, une série d'actions policières disproportionnées, voire de bavures avérées, se soldant par la mort de citoyens Noirs ont cependant rappelé la dure réalité du pays. Et posé le débat : s'agit-il d'un problème inhérent à la police ou le racisme est-il toujours bien ancré dans l'autoproclamé pays de la liberté ? Tout d'abord, rappelons que si la mort de Michael Brown, le 9 août 2014 à Ferguson, a suscité une émotion relayée internationalement, la violence policière est une expérience quotidienne que vit la communauté afro-américaine. Selon des statistiques (incomplètes) du FBI, récoltées de 2005 à 2012, un policier blanc tue un citoyen noir près de deux fois par semaine aux États-Unis (14). D'autres chiffres judiciaires sont tout aussi éclairants : un homme noir a six fois plus de chance d'être incarcéré qu'un homme blanc et, devant les tribunaux, *« le risque d'être condamné à mort est quatre fois plus grand lorsque la victime est blanche que lorsqu'elle est noire, et jusqu'à 11 fois plus grand quand l'auteur du crime est un Noir et la victime blanche »* (15).

1 « L'attitude de l'Argentine face aux migrations : un exemple à suivre ? »

Lors de l'enquête suivant la mort de Michael Brown, deux rapports du ministère de la Justice sont venus accréditer l'hypothèse d'un racisme bien présent au sein des forces policières. Il y était, notamment, question de l'inégalité de traitement réservée aux Afro-américains mais aussi d'échanges racistes, par e-mail, entre certains policiers et des citoyens de la ville de Ferguson (16). Barack Obama lui-même, a bien dû reconnaître que le cas de Ferguson n'était pas isolé. Pour Pap N'Diaye, membre du Centre d'études nord-américaines à l'École des hautes études en Sciences sociales (EHESS) de Paris, les pratiques policières sont restées profondément marquées par l'histoire raciale des États-Unis : « *la population noire est suspecte, les quartiers noirs sont dangereux, les arrestations doivent être musclées. L'entraînement des policiers va dans ce sens.* » (17)

C'est une autre manière de dire que le racisme structurel, et pas toujours conscient, au sein des polices municipales américaines n'est finalement que le reflet de celui existant encore au sein des institutions et donc de la population. Dans ce domaine également, les statistiques sont implacables : en moyenne les revenus d'un ménage noir ne représentent que 59% de ceux d'un ménage blanc (le même chiffre était de 55% en 1967). Le taux de chômage au sein de la communauté afro-américaine est le double de celui de la communauté « blanche » et environ le quart des Américains vivant sous le seuil de pauvreté sont Noirs alors qu'ils ne représentent que 13% de la population totale des États-Unis (17). La ségrégation scolaire est également une réalité, les enfants Noirs fréquentant de préférence les établissements publics, sous-financés, plutôt que le réseau privé. Pour l'anecdote, le président des États-Unis a pu constater de son propre chef, la réalité de la persistance des préjugés raciaux alors qu'il n'était encore qu'un étudiant brillant à Harvard. À l'arrêt devant un grand hôtel, il a été confronté à un couple qui l'avait pris pour le voiturier de l'établissement (18).

LE REGAIN DU SUPRÉMACISME BLANC

Bien réel donc, ce racisme est pourtant de plus en plus occulté voire nié en mettant en avant la fin de la ségrégation et le développement d'une classe moyenne et supérieure afro-américaine. Pour une partie de l'opinion publique américaine, le militantisme antiraciste ressort de la paranoïa ou de l'instrumentalisation politique. Cela fut particulièrement visible dans les heures suivant la tuerie de Charleston, le 17 juin dernier, lorsque Dylan Roof pénétra dans une église méthodiste pour tirer sur l'assemblée des croyants composée exclusivement de Noirs faisant neuf morts. Pour Nikki Haley (Parti Républicain), la gouverneure de l'État où cela s'est passé (Caroline du Sud), les motivations du tueur semblaient mystérieuses. Pour le sénateur républicain Lyndsey Graham, pas question de racisme mais juste d'un délire

d'un « jeune défoncé ». Tandis que Fox News résumait cela à « *une attaque contre la foi* » (19).

La présence de groupes racistes, et l'influence de leurs théories suprémacistes, est pourtant bien connue de tous dans le pays. Pour anachronique que cela puisse nous paraître, le Ku Klux Klan existe toujours et enregistrerait encore quelques milliers d'adeptes, loin des six millions des années 20 (20). Mais la célèbre organisation n'a pas le monopole de l'extrémisme. Selon Stéphane François, chercheur au CNRS spécialiste des États-Unis, « *il y a deux tendances radicales d'extrême droite aux États-Unis. La première, c'est la tendance néo-nazie, qui comprend les skinheads. La seconde, c'est celle des suprémacistes blancs, c'est une tendance de confession protestante, un racisme avec un fond chrétien. En tout, on compte environ 100 000 personnes aux États-Unis qui adhèrent à une de ces deux tendances. C'est une minorité très agissante.* » (21) D'autres chiffres parlent de l'existence de 930 groupuscules ouvertement racistes, contre 600 dans les années 2000. L'élection de Barack Obama aurait ainsi redynamisé le mouvement suprémaciste blanc qui, contrairement à ce qui se passe en Europe, peut avoir une existence publique tout-à-fait légale en vertu du sacro-saint 1^{er} amendement de la Constitution consacrant la liberté d'expression, en ce compris des propos racistes.

Ce que la loi américaine ne permet évidemment pas est le passage à l'acte violent. Et pourtant, selon les deux chercheurs Charles Kurzman et David Schanzer, l'extrême-droite est la première source de violence « idéologique » aux États-Unis, loin devant l'islamisme. Depuis le 11 septembre 2001, les suprémacistes auraient perpétré 337 attaques causant 254 morts sur le sol américain (pour 50 morts dus à des actions de terrorisme islamiste). Devinez pourtant lequel de ces deux phénomènes violents inquiète le plus les citoyens et politiciens américains ? (21)

LE RACISME, OUTIL DU POUVOIR

Ce voyage, relativement déprimant, aux quatre coins du globe démontre que le racisme n'est pas l'apanage d'une civilisation ou d'un modèle de développement. Les sciences sociales nous apprennent que la fabrication de stéréotypes est inhérente à la fabrication de la personnalité humaine et que la frontière entre ce phénomène et la fabrication de préjugés raciaux est très mince et souvent franchie, même inconsciemment ou involontairement. L'autre point que nous souhaitons mettre en avant dans ce relevé non-exhaustif des manifestations contemporaines du racisme à travers le monde est son instrumentalisation par les pouvoirs en place. Que ce soit vis-à-vis des musulmans ou des migrants, désigner « l'autre », l'étranger comme source des maux de nos sociétés est une tactique vieille comme le monde.

C'est tout simplement l'application la plus courante de l'adage « *diviser pour régner* ». Encourager, le plus souvent de manière insidieuse, le racisme sert à empêcher le développement d'une lutte commune des « dominés » contre les « dominants ». Ce n'est pas innocent si l'immigré non-immédiatement productif est désigné comme étant un profiteuse mettant à mal nos acquis sociaux. Il s'agit de la meilleure manière de dresser les gens les uns contre les autres et de faire oublier que la vraie source d'inégalités, et le vrai danger pour le monde, est le maintien et l'approfondissement d'un système économique néolibéral concentrant les richesses dans les mains d'un nombre restreint de personnes à l'échelle de la planète. L'islamophobie, l'antisémitisme, la négrophobie ou les autres formes de racisme culturel utilisent le même ressort : en faisant vivre un certain nombre de mythes, on détourne l'attention des réels enjeux de notre époque.

Il est donc actuellement difficile de considérer les États comme des acteurs fiables de la lutte contre le racisme. S'ils veilleront, essentiellement pour des questions d'image et de respectabilité, à ce que l'expression de la xénophobie reste dans certaines limites, ils n'hésiteront pas non plus à instrumentaliser le racisme ambiant. Et il faut reconnaître une certaine habileté de nos autorités à ce petit jeu de dupes. Ainsi au lieu de s'exprimer contre la politique gouvernementale actuelle et sa volonté, à peine cachée, de détricoter progressivement notre État social, une partie de la population préfère s'énerver sur l'afflux de migrants ou la certification halal d'un produit comme le sirop de Liège.

Au-delà des vociférations haineuses, qui tombent sous le coup de la loi, le milieu associatif, les mouvements sociaux et les citoyens qui désirent lutter contre le racisme doivent pouvoir entendre les préjugés, amalgames et craintes qui s'expriment pour pouvoir y répondre au mieux et déconstruire les discours xénophobes. Cela ressemble à un combat sans fin mais il est plus que jamais nécessaire de le mener : la parole raciste n'a jamais semblé aussi audible, aidée en cela par les nouveaux moyens de communication, alors que nos sociétés n'ont jamais été aussi multiculturelles. Et que tout semble indiquer qu'elles le deviendront plus encore à l'avenir. Partant de ce constat, les autorités seraient également avisées de quitter les réflexes démagogiques et populistes en la matière, tout comme les discours creux et les politiques frileuses, pour réellement travailler à la construction d'une société où différentes cultures peuvent cohabiter en harmonie. Plus que du bon sens, c'est une question de responsabilités.

BIBLIOGRAPHIE

(1) Le Huffington Post, « Afrique du sud : les émeutes xénophobes ont fait au moins six morts en trois semaines » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : http://www.huffingtonpost.fr/2015/04/18/afrique-du-sud-emeutes-xenophobes-morts_n_7092948.html

(2) Slate Afrique, « Afrique du sud : Les immigrants boucs émissaires des frustrations post-apartheid » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/572887/afrique-du-sud-les-immigrants-boucs-emissaires-des-frustrations-post-apartheid>

(3) Jeune Afrique, « Xénophobie en Afrique du sud : Au secours, l'apartheid revient ! » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2832p010.xml0/>

(4) Slate Afrique, « Le roi des zoulous, un acteur clé dans la spirale des violences xénophobes » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/573559/le-roi-des-zoulous-un-acteur-cle-dans-la-spirale-de-violences-xenophobes>

(5) Slate Afrique, « Afrique du sud : les attaques xénophobes révèlent la face violente du pays » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/574859/afrique-du-sud-les-attaques-xenophobes-revelent-la-face-violente-du-pays>

(6) Le Monde, « En Afrique du sud, les étrangers sont accusés de tous les maux » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/en-afrique-du-sud-les-etrangers-sont-accuses-de-tous-les-maux_4617874_3212.html

(7) Slate Afrique, « L'Afrique du sud sans croissance et prisonnière du chômage » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/582239/lafrique-du-sud-sans-croissance-et-prisonniere-du-chomage>

(8) RFI, « Afrique du sud : les violences xénophobes relancent le débat » (en ligne) c 2015 (Consulté le 3/7/2015) Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20150423-afrique-sud-debat-immigration-attaques-xenophobes-manifestation-afrique-sud-debat-i/>

(9) RFI, « L'Inde malade de son racisme anti-africain » (en ligne) c 2015 (Consulté le 6/7/2015) Disponible sur : <http://www.rfi.fr/hebdo/20141010-inde-agression-racisme-africains-delhi-metro/>

(10) La Presse, « Trop noirs pour l'Inde » (en ligne) c 2014 (Consulté le 6/7/2015) Disponible sur : <http://www.lapresse.ca/international/asi-oceanie/201401/04/01-4725537-trop-noirs-pour-linde.php>

(11) Le Vif, « Pourquoi les Japonais sont-ils profondément racistes ? » (en ligne) c 2015 (Consulté le 6/7/2015) Disponible sur : <http://www.levif.be/actualite/international/pourquoi-les-japonais-sont-ils-profondement->

racistes/article-normal-372267.html

(12) Global Voices, « Pérou : le racisme, encore et toujours » (en ligne) c 2011 (Consulté le 7/7/2015) Disponible sur : <https://fr.globalvoicesonline.org/2011/12/23/92405/>

(13) RTBF.be, « Le Brésil souffre du racisme malgré son image de pays métissé » (en ligne) c 2014 (Consulté le 7/7/2015) Disponible sur : https://www.rtbf.be/info/chroniques/detail_le-bresil-souffre-du-racisme-malgre-son-image-de-pays-metisse-nicolas-willems?id=8273824

(14) USA Today, « Local police involved in 400 killings per year » (en ligne) c 2014 (Consulté le 13/7/2015) Disponible sur : <http://www.usatoday.com/story/news/nation/2014/08/14/police-killings-data/14060357/>

(15) RTBF.be, « Émeutes à Ferguson : les États-Unis sont-ils un pays raciste ? » (en ligne) c 2014 (Consulté le 13/7/2015) Disponible sur : http://www.rtbf.be/info/monde/detail_emeutes-a-ferguson-les-etats-unis-sont-ils-un-pays-raciste?id=8336272

(16) L'Obs, « États-Unis : le règne du racisme dénoncé à Ferguson » (en ligne) c 2015 (Consulté le 13/7/2015) Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150312.OBS4407/etats-unis-le-regne-du-racisme-denonce-a-ferguson.html>

(17) Libération, « Pap N'Diaye : « L'élection d'Obama a hystérisé les suprémacistes blancs » » (en ligne) c 2015 (Consulté le 4/8/2015) Disponible sur : http://www.liberation.fr/monde/2015/08/04/papndiayelectiondobamaahysteriselessupremacistesblancs_1358734

(18) Le Figaro, « Racisme aux États-Unis : Obama a-t-il vraiment changé la donne ? » (en ligne) c 2014 (Consulté le 13/7/2015) Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2014/08/13/31002-20140813ARTFIG00275-racisme-aux-etats-unis-obama-a-t-il-vraiment-change-la-donne.php>

(19) La Presse, « Tuerie de Charleston : le racisme ? Quel racisme ? » (en ligne) c 2015 (Consulté le 14/07/2015) Disponible sur : <http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201506/21/01-4879921-tuerie-de-charleston-le-racisme-quel-racisme.php>

(20) Euronews, « Le Ku-Klux-Klan reste actif aux États-Unis » (en ligne) c 2015 (Consulté le 17/7/2015) Disponible sur : <http://fr.euronews.com/2015/07/17/le-ku-klux-klan-demeure-actif-aux-etats-unis/>

(21) France 24, « Tueries de Charleston : le suprémacisme blanc, un danger sous-estimé » (en ligne) c 2015 (Consulté le 17/7/2015) Disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20150622-tuerie-charleston-supremacisme-blanc-noir-danger-oublie-racisme-ku-klux-klan-sudiste-skinheads>